

Appui technique international

Lettre d'information n° 14, juin 2020



Éditorial

SOMMAIRE

Éditorial	1
Commission statistique des Nations unies – Séminaire sur le suivi de la gouvernance co-organisé par l'Insee	2
Jumelage européen au profit du système statistique bosnien : bilan positif, malgré un calendrier bousculé en raison du Covid-19	3
Interview de Klaus Pedersen, chef d'équipe du projet STEP, Expertise France	4
Encadré – Contribution de l'Insee au projet STEP	5
En bref – La coopération de l'Insee au 1er semestre 2020	5

Cette lettre est diffusée dans une période exceptionnelle liée à l'épidémie de Covid-19. Cette épidémie a entraîné un arrêt des déplacements internationaux, et donc une interruption totale depuis mars dernier et jusqu'à nouvel ordre des missions d'assistance technique, ainsi que de l'accueil de visites de délégations étrangères à l'Insee.

De même que cette crise appelle les instituts nationaux de statistique à un effort de renouvellement de leurs méthodes de production statistique et de leur mode de travail, elle appelle à la recherche de nouvelles formes d'assistance technique internationale à distance que l'Insee s'efforce de mettre en œuvre.

Il s'agit d'abord d'appuyer les initiatives lancées par les INS de pays en développement et en transition pour assurer la continuité de leur production statistique dans la crise et le suivi de l'impact économique et social de cette crise. D'ores et déjà, l'Insee a ainsi appuyé dans le cadre d'échanges à distance le Haut-Commissariat au plan du Maroc pour le lancement d'une enquête auprès des ménages sur l'impact du Covid-19. L'Insee est également intervenu dans plusieurs visio-conférences organisées par la Commission des Nations unies pour l'Afrique, Paris 21, etc. Il s'agit également pour l'Insee de continuer à participer, sous forme d'appui à distance, aux projets européens gérés par Expertise France, ainsi que de poursuivre les projets en cours sur financement bilatéral.

Outre ces activités nouvelles, cette lettre présente un séminaire sur les indicateurs de gouvernance, qui a été co-organisé avec l'OCDE et l'INS du Cap Vert, en marge de la réunion de la Commission statistique des Nations unies à New York. Ce séminaire animé par le Directeur général de l'Insee a été l'occasion de présenter le rapport du groupe d'experts de Praia sur les indicateurs de gouvernance, groupe auquel la France va désormais participer. Il a également été l'occasion de présenter plusieurs expériences nationales (France, Mali, Pérou) et régionales (OCDE, programme « Gouvernance, Paix et Sécurité » en Afrique) dans ce domaine, qui viennent en appui au suivi de l'Objectif de développement durable intitulé « Paix, Justice et Institutions efficaces » (ODD16).

Cette lettre est aussi l'occasion de revenir sur quelques projets européens impliquant l'Insee : un programme de jumelage européen avec la Bosnie piloté par l'INS du Danemark achevé en avril 2020, ainsi qu'un programme de coopération avec les pays du voisinage Est (projet STEP) qui a démarré il y a quelques mois, dans le cadre d'un consortium géré par Expertise France en partenariat avec cinq INS d'États membres, dont l'Insee. Klaus Pedersen, chef d'équipe de ce projet, nous en présente les objectifs, ainsi que les adaptations rendues nécessaires par le Covid-19.

Cette lettre d'information se termine par un bilan des actions de coopération de l'Insee au premier semestre 2020, coordonnées par la division Appui technique international. Bonne lecture !

► Jean-Pierre CLING

Commission statistique des Nations unies – Séminaire sur le suivi de la gouvernance co-organisé par l’Insee

À l’occasion de la 51^e session de la Commission statistique des Nations unies, qui s’est tenue à New York (États-Unis) du 3 au 6 mars 2020, l’Insee a co-organisé avec l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l’INS du Cap Vert un séminaire parallèle (side event) à la séance plénière. Intitulé « Confiance, sécurité et discriminations » (Trust, Security and Discrimination), ce séminaire portait sur les indicateurs statistiques de suivi de la gouvernance, en lien avec l’objectif de développement durable (ODD) 16 « Paix, justice et institutions efficaces »¹.

Présidé par le Directeur général de l’Insee, Jean-Luc Tavernier, l’évènement a remporté un vif succès auprès d’une soixantaine de participants autour d’un programme riche et diversifié, composé de sept présentations.



Participants au side event sur le suivi de la gouvernance, lors de la 51^e session de la Commission statistique des Nations unies – New York (États-Unis), mars 2020

- Osvaldo Monteiro Borges, président de l’INS du Cap Vert et coordinateur du Groupe d’experts (city group) de Praia auprès de la Commission statistique des Nations unies², a résumé les constats et recommandations du manuel sur les statistiques de gouvernance rédigé par ce groupe, qui a été discuté en session plénière.

- Paul Schreyer, chef statisticien par intérim de l’OCDE, a présenté les travaux menés au sein de cette organisation internationale sur la confiance dans les institutions, en avant-première du rapport « Comment va la vie ? » diffusé par l’OCDE la semaine suivante.

- Christine Gonzalez-Demichel, cheffe du service statistique ministériel de la Sécurité intérieure, a fait part de l’expérience française en matière de suivi d’indicateurs sur la criminalité et la discrimination, qui s’appuie sur l’enquête nationale « Cadre de vie et sécurité » conduite chaque année depuis 2007.

- Anibal Sánchez Aguilar, directeur adjoint de l’institut statistique du Pérou, a présenté quelques résultats sur la gouvernance de l’enquête en continu auprès des ménages, menée depuis deux décennies sur les conditions de vie et la pauvreté, ainsi qu’une base de données nationale géo-référencée sur la criminalité (Data-Crim).

- François Roubaud, directeur de recherche à l’Institut français de recherche pour le développement (IRD), a présenté le programme sur la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) conduit en Afrique sous l’égide de l’Union africaine, avec l’appui scientifique et technique de l’IRD. Une douzaine de pays d’Afrique subsaharienne participent d’ores et déjà à ce programme, qui a donné lieu à plusieurs formations régionales organisées en Afrique avec l’appui de l’Insee³.

- Enfin, Mamadou Founé Tounkara, représentant de l’INS du Mali, a commenté les résultats de l’enquête

nationale auprès des ménages sur la gouvernance, la paix et la sécurité réalisée chaque année depuis 2014, ce qui fait de ce pays un des pionniers du programme GPS au niveau africain. L’intervenant a montré tout l’intérêt d’une telle enquête dans un pays en guerre civile depuis 2012.

Les services statistiques ministériels français de la Sécurité intérieure et de la Justice sont devenus membres du groupe de Praia à la suite de la réunion de la Commission statistique.

► Constance TORELLI

1 - L’Insee, en tant que membre du « Groupe d’experts des Nations Unies et de l’extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable » (Inter Agency Expert Group) depuis sa création en 2015 lors de la 46^e session de la commission statistique des Nations unies, est particulièrement impliqué dans le suivi des ODD.

2 - Le groupe d’experts de Praia (Praia City Group), créé par l’ONU en 2015 dans le cadre de l’agenda 2030, a pour objectif d’appuyer la production d’indicateurs statistiques pour le suivi de la gouvernance.

3 - Voir à ce sujet l’article paru en janvier 2019 dans la lettre d’information Appui technique international n°11, en page 5 (<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>).

Jumelage européen au profit du système statistique bosnien : bilan positif, malgré un calendrier bousculé en raison du Covid-19

De janvier 2018 à avril 2020, la Bosnie-Herzégovine a bénéficié d'un jumelage sur financement européen, d'un budget de 1,5 million d'euros, au profit de 4 partenaires : l'Agence de statistique de Bosnie-Herzégovine, l'Institut statistique de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, l'Institut statistique de la République serbe de Bosnie et la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine.

Les trois premiers organismes constituent le système statistique bosnien. L'Agence de statistique est responsable de l'agrégation et de la diffusion des données, de l'établissement des normes (méthodes et nomenclatures) et de la coopération internationale ; les deux instituts produisent quant à eux des statistiques se rapportant à leurs entités territoriales respectives.

En août 2017, un consortium composé de quatre INS européens, dont l'Insee, avait remporté l'appel d'offres pour ce jumelage lancé par la Commission européenne. C'est l'INS danois, à la tête du consortium, qui a piloté le projet. Outre ce dernier et l'Insee, le consortium comprenait également les INS finlandais et croate.

Les thèmes couverts par ce jumelage

étaient regroupés en 3 composantes : comptes régionaux ; statistiques d'entreprises ; balance des paiements et position extérieure globale. Les statistiques d'entreprises étaient elles-mêmes constituées de 5 sous-composantes : répertoires d'entreprises ; statistiques structurelles ; indices des prix de production dans les services ; indices des prix de production dans la construction ; statistiques de court-terme et du tourisme.

Au cours des 28 mois qu'a duré le projet, l'INS danois a organisé une soixantaine d'actions (missions, visites d'études, échanges à distance) faisant intervenir une quarantaine d'experts des 4 INS européens membres du consortium. La chef de projet et la conseillère résidente de jumelage étaient respectivement Charlotte Juul Hansen et Katja Møller Hjelvang, toutes deux issues de l'INS danois.

L'Insee, avec l'aide logistique d'Expertise France, a apporté de l'appui technique sur 2 thèmes principaux – indices des prix de production dans la construction et dans les services – et, de façon plus marginale, sur 2 autres thèmes – comptes régionaux et indices de chiffres d'affaires.

Un total de 11 activités ont été conduites pour un volume total de 31,5 jours d'expertise (tableau 1) : 7 missions en Bosnie-Herzégovine (à Sarajevo ou Banja Luka) ; 2 visites d'étude d'une douzaine de statisticiens de Bosnie-Herzégovine chacune, à la direction générale de l'Insee à Montrouge, dont la dernière en février 2020 sur l'utilisation des sources fiscales pour la production des indices de chiffre d'affaires ; et 2 échanges à distance.

Les 2 échanges à distance ont eu lieu sous cette forme en raison de la pandémie de Covid-19 ; il était prévu initialement que ce soient des missions en Bosnie-Herzégovine. Pour la même raison, le séminaire de clôture du jumelage n'a pu être organisé.

Malgré ce calendrier bousculé en fin de projet, le bilan du jumelage est pleinement positif : les objectifs initiaux de chaque composante sont en effet atteints et les 4 institutions bénéficiaires de ce pays des Balkans se sont déclarées très satisfaites des résultats obtenus.

► Serge DARRINÉ

Tableau 1 : répartition de l'appui technique apporté par l'Insee au système statistique bosnien par thème et type d'activité

thèmes des activités	missions		échanges à distance		visites		ensemble	
	nombre	nombre de jours	nombre	nombre de jours	nombre	nombre de jours	nombre	nombre de jours
Indices des prix de production dans la construction	4	14	1	0,5			5	14,5
Indices des prix de production dans les services	3	11,5	1	0,5			4	12
comptes régionaux					1	3	1	3
Indices de chiffres d'affaires					1	2	1	2
ensemble	7	25,5	2	1	2	5	11	31,5

Interview de Klaus Pedersen, chef d'équipe du projet STEP, Expertise France

En tant que chef d'équipe du projet STEP, pourriez-vous décrire ce projet ?

STEP, pour « Statistics Through Eastern Partnership », est un programme régional financé par l'Union européenne pour un montant de 4,7 millions d'euros, qui a démarré début 2019⁴ et s'achèvera fin 2021. Il est géré par Eurostat et mis en œuvre par un consortium piloté par Expertise France, associant cinq instituts nationaux de statistiques d'États membres, soit l'Insee et les INS du Danemark, de Hongrie, d'Italie et de Lituanie.

L'objectif global est d'améliorer la qualité des statistiques, avec pour cible le respect du code de bonnes pratiques de la statistique européenne, dans les six pays bénéficiaires : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. Pour ces pays, le fait de disposer de plus de statistiques, et de statistiques de meilleure qualité, permettra d'accroître la transparence et la qualité de la prise de décision politique.

STEP fournit un appui technique en matière de production de statistiques économiques et sociales sur des domaines statistiques traditionnels, comme les comptes nationaux et les statistiques du travail, mais aussi sur des thèmes transversaux comme la coordination du système statistique national, la formation des statisticiens et des journalistes à une meilleure compréhension mutuelle, ou encore la diffusion de statistiques ventilées par sexe.

L'aspect régional du projet est important. Ces six pays sont aussi connus comme les pays du Partenariat oriental. Ils partagent en effet un passé commun et leur système administratif est similaire, bien qu'il ait évolué indépendamment ces dernières années. L'aspect régional est donc mis en avant dans STEP, en créant des réseaux au niveau personnel et professionnel, et en encourageant les participants à apprendre les uns des autres.



Klaus Pedersen, chef d'équipe du projet STEP, Expertise France

Quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés et comment les relevez-vous, en particulier en cette période de Covid-19 ?

Ce projet est un défi sur le plan logistique, car les participants proviennent de plusieurs pays. Il existe également différentes langues et de grandes différences culturelles à prendre en considération. Mais heureusement, les gens avec qui nous travaillons sont très professionnels et dévoués à leur travail.

Le Covid-19 a rendu notre mission plus difficile. Les pays bénéficiaires ont des approches différentes face à ce défi. Les statisticiens biélorusses continuent à travailler comme d'habitude, alors que 80 % du personnel en Azerbaïdjan a été mis en congés.

Tout le monde n'étant pas connecté à son poste de travail par un réseau privé virtuel (VPN), il a fallu un peu de temps pour relier les gens au réseau professionnel. Mais les outils informatiques actuels nous ont aidé à rester connectés.

La persistance du virus nous a obligé à envisager de faire plus d'activités à distance. Il s'agit d'un défi supplémentaire pour toutes les personnes impliquées. La plupart des experts ne sont pas habitués à mener des activités à distance et en ligne et il est plus difficile dans ce cadre d'avoir des interactions avec les participants, interactions qui sont pourtant nécessaires pour la réussite du projet.

Il existe également des obstacles techniques à prendre en considération. Toutes nos activités étant bilingues, menées en anglais et en russe, l'interprétation simultanée doit être fournie, ce qui est difficile avec la plupart des logiciels de conférence.

S'ajoutent des problèmes techniques liés à la qualité variable des connexions internet, des problèmes de sécurité informatique qui interdisent dans certains instituts de statistique l'utilisation des logiciels de conférence, etc. Autant de défis techniques à relever tant que les déplacements à l'étranger ne sont pas possibles, mais il y a une forte volonté de toutes parts de poursuivre le projet.

De fait, à certains égards, nous sommes en contact plus étroit avec les pays bénéficiaires depuis que l'épidémie de Covid-19 a démarré, donc quelque chose de positif en est ressorti de ce point de vue.

► *Propos recueillis par Dominique FRANCOZ*

4 - Les activités d'assistance technique n'ont toutefois véritablement démarré que vers la fin 2019.

Contribution de l'Insee au projet STEP

D'ici la fin 2021, l'Insee devrait contribuer au projet STEP sous plusieurs formes : organisation de visites d'études, participation d'experts à des ateliers, réalisation de missions d'assistance technique et appuis à distance.

Les experts français pourraient intervenir sur plusieurs thématiques : la

coordination statistique et la qualité, les statistiques d'entreprises, les statistiques de l'emploi, les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD) et la confidentialité des données⁵.

Depuis le début du programme, l'Insee s'est impliqué dans trois activités, terminées ou en cours : l'organisation

d'une visite d'étude sur l'utilisation d'outils informatiques pour la collecte des enquêtes auprès des ménages (10 et 11 décembre 2019), l'animation d'une formation en ligne sur l'accès aux microdonnées (29-30 juin et 8-9 juillet 2020) et la participation à un atelier à distance sur la coordination statistique (2 juillet 2020).

5 - Avec, sur ce dernier thème, la participation du Centre d'accès sécurisé aux données (CASD) – <https://www.casd.eu>

En bref – La coopération de l'Insee au 1^{er} semestre 2020

Afrique

Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest

En janvier, deux experts de l'Insee ont animé une formation sur le traitement des séries temporelles à l'aide du logiciel statistique R, auprès d'une quinzaine de cadres de la BCEAO à Dakar. Au programme figurait également la construction d'un indicateur de retournement de conjoncture⁶ utilisé pour les modèles de prévision.



Dominique Ladiray et Alain Quartier La Tente, au 1er rang, respectivement 3e en partant de la gauche et 3e en partant de la droite, experts de l'Insee, en compagnie des participants de la BCEAO à une formation au traitement des séries temporelles à l'aide du logiciel R – Dakar (Sénégal), janvier 2020

de cet institut. Cette formation était organisée dans le cadre du programme panafricain statistique (PAS) financé par l'Union européenne, géré par Expertise France.



Luc Rouvière (à droite), expert de l'Insee, en compagnie des participants de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae) à une formation au management – Cotonou (Bénin), janvier 2020

Cap-Vert

Au 1^{er} semestre 2020, dans le contexte de la crise mondiale liée au Covid-19, l'appui technique apporté aux comptes nationaux de l'INS du Cap-Vert, démarré à Praia en 2018, s'est poursuivi sous forme d'un intense travail à distance : 30 jours pour l'expertise de l'Insee et 10 jours pour celle d'Afrifac Ouest 2.

Cette coopération, visant à élaborer une nouvelle base conforme au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008, a permis ce semestre d'approfondir plusieurs chantiers complexes, notamment les quatre suivants : traitement des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Si-

fim)⁷, des activités de la Banque centrale et des assurances, des comptes des administrations publiques, et classement des impôts. Néanmoins, le calendrier prévu pour la finalisation de l'année de base devra sans doute être révisé.

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Uneca)

En mai, l'Insee a animé une visioconférence sur l'expérience française en matière de production de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans le contexte de l'épidémie du Covid-19.

Cette intervention s'est tenue dans le cadre d'une série de visioconférences quotidiennes sur l'IPC, étalées sur dix jours, organisées par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Uneca).

La présentation de l'Insee, réalisée en anglais, a porté sur les nouveaux processus pour collecter les données, les méthodes d'imputation en cas de prix manquants et les effets de l'épidémie sur la structure de consommation. Elle a été suivie par plus de 130 participants et a donné lieu à de nombreuses questions.

Bénin

En janvier, une formation aux méthodes de management, animée par un expert de l'Insee, s'est déroulée à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae) du Bénin, à l'attention des cadres de haut niveau

6 - <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1966>

7 - Les Sifim représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle (source : www.insee.fr, rubrique Définitions).

Maghreb

Tunisie

En janvier, le Conseil national de la statistique tunisien a organisé, dans le cadre d'un financement européen TAIEX⁸, un séminaire sur la gouvernance du service statistique public. Le chef du département de la Coordination statistique et internationale de l'Insee a décrit l'expérience française en matière de coordination des services statistiques ministériels, et des représentants des INS d'Espagne, d'Estonie, de Finlande et de Lettonie ont présenté les principes de gouvernance de leur système statistique national. Ces exposés ont été suivis d'échanges en atelier avec des cadres du système statistique public tunisien.

En février, une visioconférence sur la qualité s'est tenue entre l'Insee et Statistiques Tunisie, à la suite de la mise en place, en octobre 2019, d'un projet pluriannuel sur ce thème. Cette visioconférence était la première d'une série de réunions mensuelles dont l'agenda a été fixé. Elle a été suivie de l'adoption d'un plan d'action sur deux ans et d'un échange sur les indicateurs d'application des principes de la charte tunisienne de la statistique publique.

En février également, dans le cadre du projet de changement de base des comptes nationaux tunisiens, un expert de la Banque de France a mené une mission à l'INS pour faire le point sur la disponibilité des données et l'avancement des travaux liés à l'élaboration des comptes financiers.

Maroc

En avril et mai, quatre visioconférences se sont tenues entre l'Insee et le Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Maroc. Les deux premières ont porté sur la mise en place par le HCP d'une enquête auprès des ménages sur l'impact socio-économique du Covid-19 : dispositif organisationnel d'une enquête par téléphone et échantillonnage et méthodologie d'enquête⁹.

Les deux suivantes concernaient l'élaboration de l'indice des prix à la consommation en période d'épidémie et l'échantillonnage dans l'enquête Emploi du HCP.

8 - *Technical Assistance and Information Exchange Instrument.*

9 - *Une note de synthèse des résultats de cette enquête est en ligne : https://www.hcp.ma/Enquete-sur-l-impact-du-coronavirus-sur-la-situation-economique-sociale-et-psychologique-des-menages-Note-de-synthese_a2506.html*

Europe de l'Est



Odile RASCOL, rédactrice en chef du Courrier des statistiques (2e en partant de la droite) et Maryse CADALANU, rédactrice en chef adjointe (3e en partant de la droite), en compagnie de la délégation de l'INS albanais, de gauche à droite : Elsa DHULI, directrice générale de la production statistique, Helda MITRE, directrice générale de l'informatique et de la collecte des données, Alma KONDI, directrice de l'informatique, Altin XHIKNELI, directeur de la communication, Blerina SUBASHI, cheffe du secteur développement des statistiques sociales, et Ermir LICO, chef du secteur des comptes nationaux trimestriels ; tout à droite, Sonila TAVASSOLI, interprète franco-albanaise – Montrouge (France), janvier 2020

Albanie

En janvier, l'Insee a organisé une visite d'étude au profit de l'INS albanais sur la manière dont est organisé le circuit éditorial de trois publications : Économie et Statistique¹⁰, Courrier des statistiques¹¹ et la collection Insee Références¹².

Bosnie-Herzégovine

En février, l'Insee a reçu une délégation de douze statisticiens de Bosnie-Herzégovine sur l'utilisation des sources fiscales pour la production des indices de chiffre d'affaires.

En mars, deux experts de l'Insee, l'un sur les indices des prix de production dans la construction, l'autre sur les indices des prix de production dans les services, ont réalisé une action d'appui technique sous forme d'échange à distance au profit du système statistique bosnien.



Laurence Jaluzot, experte de l'Insee (1^{re} à gauche), en compagnie de la délégation bosnienne – Montrouge (France), février 2020

Ces trois actions étaient organisées dans le cadre du jumelage européen dont a bénéficié le système statistique de ce pays des Balkans de janvier 2018 à avril 2020 (voir article à ce sujet).

10 - <https://www.insee.fr/fr/information/2410168>

11 - <https://www.insee.fr/fr/information/3622502>

12 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&collection=117&idfacette=5>

Expertise France

En mars, l'Insee a reçu une délégation d'Expertise France de 12 personnes sur les 5 thèmes suivants : la coordination statistique en France ; la revue par les pairs et l'expérience de l'Insee en la matière ; l'Insee et le système statistique européen ; le recensement de la population ; le SSP Lab¹³ et son expérimentation en science des données.

Cette visite d'étude a été l'occasion de renforcer les capacités des collaborateurs d'Expertise France de plusieurs départements, notamment ceux du pôle Statistique publique, et de les aider à mieux comprendre les missions et travaux de l'Insee, ainsi que la manière dont fonctionne la statistique publique française et européenne.



Sylvie Eghbal (1^{re} à gauche), cheffe de la mission Coordination statistique de l'Insee, en compagnie de la délégation d'Expertise France – Montrouge (France), mars 2020

13 - Inséré au sein la direction de la Méthodologie, de la coordination statistique et internationale de l'Insee, le SSP Lab est un centre de ressources et d'animation pour la recherche appliquée et le développement expérimental visant à promouvoir l'innovation et la nouveauté en matière de sources de données, de technologies et de méthodes de data science, relatives aux productions statistiques du système statistique public français (<https://www.insee.fr/fr/information/3559883>).

Mentions légales

- Éditeur : Insee – direction générale, 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex
(<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>)

- Directeur de publication : Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

- Responsable éditorial : Jean-Pierre CLING, chef du département de la Coordination statistique et internationale

- Rédacteur en chef : Serge DARRINÉ

Ont collaboré à ce numéro : Véronique ALEXANDRE, Jean-Samy AZIZ, Sophie BOURREL, Serge DARRINÉ, Dominique FRANCOZ, Olivier GOURDON, Constance TORELLI

La division Appui technique international de l'Insee, c'est :

- Dominique FRANCOZ, cheffe de division

- Serge DARRINÉ, Europe et Asie

- Olivier GOURDON, Maghreb et bassin méditerranéen

- Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes

- Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes

À propos d'Expertise France

La division Appui technique international travaille en étroite collaboration avec Expertise France, agence française d'expertise technique internationale.

Expertise France gère le budget alloué à l'Insee dans le cadre du programme 110 « Aide économique et financière au développement » mis en œuvre par le ministère de l'Économie et des Fi-

nances.

L'Insee participe à des consortiums conduits par Expertise France sur financements internationaux dans le domaine statistique.